

Comment Trump lance une machine de guerre contre l'ONU avec son « conseil de la paix »

Le président américain a créé un « conseil de la paix » pour gérer la reconstruction de la bande de Gaza. Mais il a pour but, à terme, d'offrir une alternative à l'ONU pour régler les conflits dans le monde.

Les Echos 20.01.2026



A la tribune de l'organisation multilatérale, Donald Trump a prononcé un discours très sévère contre l'ONU le 23 septembre 2025. (Photo Chine Nouvelle/SIPA)

Par **Pascal Brunel, Julien Boitel**

Publié le 19 janv. 2026 à 18:58 | Mis à jour le 19 janv. 2026 à 22:48

Donald Trump est en train d'assembler les pièces d'un énorme puzzle mondial avec son « conseil de la paix ». Cet organisme, qu'il va diriger seul, vient d'être établi pour administrer dans un premier temps la reconstruction de la bande de Gaza, ravagée par deux ans de guerre. Mais le président américain ne compte pas s'arrêter en si bon chemin.

Son objectif est de se substituer à l'ONU. « A mon avis, cela va commencer par Gaza, puis on s'attaquera aux autres conflits au fur et à mesure qu'ils surviendront », a affirmé

cartes sur table Donald Trump. Autrement dit, il s'agit de créer un nouveau forum de médiation internationale sous l'égide des Etats-Unis et de marginaliser les Nations unies.

LIRE AUSSI :

- **Des « technocrates » palestiniens chargés de gérer Gaza à la place du Hamas**
- **DECRYPTAGE - Gaza : pourquoi la « paix durable » voulue par Trump est loin d'être garantie**

« Le conseil de la paix est une organisation internationale qui vise à promouvoir la stabilité, à rétablir une gouvernance fiable et légitime, et à garantir une paix durable dans les régions touchées ou menacées par des conflits », peut-on lire dans le préambule de cette chartre envoyée aux pays invités à y siéger.

Le texte de huit pages critique d'emblée les « approches et institutions qui ont trop souvent échoué », dans une allusion claire aux Nations unies. Il appelle à avoir « le courage » de s'en « écarter ». Il souligne d'ailleurs « la nécessité d'une organisation de paix internationale plus agile et efficace ».

Impuissance de l'ONU

Le président américain, qui n'a cessé de dénoncer l'impuissance de l'ONU, a ainsi proposé à Vladimir Poutine de se joindre au club pour tenter de régler le conflit en Ukraine. Certains dirigeants ont déjà sauté le pas en acceptant de faire partie de ce conseil. C'est notamment le cas du roi du Maroc, qui a annoncé ce lundi, avoir accepté de rejoindre le conseil, en tant que « membre fondateur ».

Parmi eux figurent des proches du président américain tels que Viktor Orban, le Premier ministre hongrois, Javier Milei, le président argentin, et Kassim-Jomart Tokayev, le chef d'Etat du Kazakhstan. D'autres ont été conviés à suivre l'exemple tels l'Italie, le Canada, l'Inde, le Pakistan, le Vietnam, l'Albanie, sans compter les principaux acteurs au Moyen-Orient, comme l'Egypte, la Jordanie, les Emirats Arabes Unis, la Turquie, le Qatar notamment...

Le texte précisant les règles du jeu pour le fonctionnement de ce conseil souligne que le président américain est seul maître à bord. Il dispose d'un droit de veto sur les candidats et peut, seul, imposer d'éventuelles révocations. Seul un vote à une majorité des deux tiers des Etats membres peut le contraindre à changer une décision.

Le ticket d'entrée pour décrocher une place de membre permanent a été fixé à 1 milliard de dollars. La somme doit être versée d'entrée de jeu, sinon l'adhésion est limitée à trois ans, éventuellement renouvelables. Pour compléter le dispositif, une sorte de conseil d'administration va être responsable de l'application des grandes lignes des projets adoptés.

Ce conseil de la paix soulève de nombreuses critiques. Certains y voient une tentative de construire **une alternative, voire une organisation rivale des Nations unies**, que Donald Trump critique depuis longtemps. La France a ainsi indiqué ne pas « donner (de) suite favorable » à ce stade à l'invitation reçue, a déclaré à l'AFP l'entourage d'Emmanuel Macron.

La « charte » de cette initiative « dépasse le seul cadre de Gaza », contrairement aux attentes initiales. « Elle soulève des questions majeures, en particulier quant au respect des principes et de la structure des Nations unies, qui ne sauraient en aucun cas être remis en cause », explique-t-on à l'Elysée, qui plaide pour un « multilatéralisme efficace ».

Premières dissensions Trump-Netanyahou

Les membres de ce conseil sont tout dévoués à la personne du président américain. Parmi eux, on trouve des proches de Trump tels que Steve Witkoff, son principal émissaire international, Jared Kushner, son gendre, **Marco Rubio**, le secrétaire d'Etat et Tony Blair, l'ancien Premier ministre britannique, ainsi que le chef d'entreprise et milliardaire américain **Marc Rowan**, le président de la Banque mondiale Ajay Banga, et un conseiller de Donald Trump, Robert Gabriel.

Pour compléter le tableau, un autre conseil exécutif va réunir des représentants de la Turquie et du Qatar, ce qui a provoqué la première dissension publique entre Donald Trump et Benjamin Netanyahu. Le Premier ministre israélien a critiqué le choix de ces deux pays qui soutiennent le Hamas et a affirmé ne pas avoir été consulté au préalable pour cette décision « contraire à notre politique ».

Toute la question est de savoir si Benjamin Netanyahu a les moyens de s'opposer à celui qu'il ne cesse de présenter comme « le plus grand ami qu'Israël ait jamais eu à la Maison-Blanche », au risque de faire échouer le plan sur lequel mise le président américain.

Désarmer le Hamas

Mais plusieurs inconnues de taille subsistent. Israël exige le désarmement du Hamas, qui exerce un contrôle sans partage sur la bande de Gaza depuis 2007, et le transfert de la dépouille du dernier otage détenu par les islamistes avant le moindre retrait de la bande de Gaza, occupée à 53 % par Tsahal.

LIRE AUSSI :

- **Plan Trump : pourquoi Gaza risque d'être durablement coupée en deux**

Bref, la question militaire risque d'être un écueil majeur. Le plan de Donald Trump prévoit la création d'une « force internationale de stabilisation » chargée de la démilitarisation de l'enclave alors que l'armée israélienne pourrait continuer à intervenir « en cas de menaces imminentes ». Pour le moment, les pays candidats ne se pressent pas pour déployer des contingents de soldats dans une situation aussi périlleuse.

Mais sans garanties sérieuses de sécurité, il sera très difficile de convaincre des donateurs internationaux de financer des investissements dans une enclave vivant sous la menace constante d'une reprise des combats. Ou de permettre la mise en place d'un comité de 15 « technocrates » palestiniens apolitiques dont la mission est de promouvoir des mesures humanitaires pour assurer une vie un tant soit peu normale pour la population de Gaza.

Pascal Brunel avec Julien Boitel (Correspondant à Tel-Aviv)